

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES  
COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE  
portant autorisation d'une installation  
classée pour la protection  
de l'environnement

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

DB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**N° IC 20036757**

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole .
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1er août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 12 juin 2006 établissant le 3ème programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1999 modifié les 11 septembre 2001 et 18 octobre 2005 autorisant l'EARL ROBIN à exploiter à PLESSALA au lieu-dit « La Brousse » (section YB n° 7b) un élevage porcin de 1219 places animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2004 autorisant la SCEA DAVID à exploiter à PLOUGUENAST au lieu-dit « La Ville Bertho » (section YP n° 77 et 83), à 50 m du tiers le plus proche, un élevage porcin de 82 places maternité, 329 gestantes verraterie, 4 places quarantaine-infirmerie, 1530 places engraissement, 1260 places post sevrage (soit 3019 places animaux équivalents) et à mettre en place une unité de traitement de lisier ;

VU la demande présentée par la SCEA DAVID sise à PLOUGUENAST au lieu-dit « La Ville Bertho » en vue de la reprise (50 places maternité, 173 places gestantes-verraterie, 350 places engraissement, 1000 places post-sevrage) à PLESSALA au lieu-dit « La Brousse » (section YB et ZY n° 13 et 30) d'un élevage porcin autorisé le 18 octobre 2005 au nom de l'EARL ROBIN pour 1219 places animaux équivalents et le transfert de ce cheptel à PLOUGUENAST au lieu-dit « La Ville Bertho » (section YP n° 77 et 83) en extension de l'élevage autorisé pour 3019 places animaux équivalents, qui comprendra après réaménagement et travaux : 117 places maternité, 394 places gestantes-verraterie, 4 places quarantaine, 2138 places engraissement, 1760 places post-sevrage (soit 4027 places animaux équivalents), ainsi que la création d'une unité de traitement de lisier redimensionnée par rapport au projet initial, la construction d'un ouvrage de stockage de 6100 m<sup>3</sup>, de 3 bâtiments comprenant de l'engraissement, du post-sevrage et de la maternité, ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de GAUSSON (3 février 2006), LA MOTTE (24 février 2006), PLEMY (24 février 2006), PLOUGUENAST (2 février 2006) ;

VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 18 juillet 2006;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques en séance du 15 décembre 2006;

VU le courrier en date du 16 janvier 2007 adressé à l'exploitant lui précisant que l'autorisation de restructuration ne lui serait notifiée qu'après la mise en service de la station de traitement qui aurait dû être effective depuis le 16 avril 2005 ;

VU l'information du 26 juin 2007 de l'inspecteur des installations classées en charge du dossier confirmant la construction et la mise en service effective de la station de traitement à PLOUGUENAST au lieu-dit « La Ville Bertho » ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## A R R E T E

ARTICLE 1er : La SCEA DAVID, sise à PLOUGUENAST au lieu dit « La Ville Bertho », est autorisée à exploiter à cette adresse (section YP n° 77 et 83), à moins de 100 m des tiers les plus proches :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4 027 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 117 places maternité (351 PAE), 394 places gestantes-verraterie (1 182 PAE), 4 places quarantaine infirmerie (4 PAE), 2 138 places engraissement (2 138 PAE) et 1 760 places post sevrage (352 PAE) ;

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques" ;
- un hangar de stockage des co-produits organiques ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6 989 m3 de lisier (28 768 kg d'azote) annuellement.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

### ARTICLE 2 : **Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :**

#### 2.1. - **Effectifs :**

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 515 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2 138 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1 760 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 490 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ... ).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### 2.2. - **Alimentation biphasé :**

2.2.1. - L'alimentation biphasé est en place.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

### **ARTICLE 3 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des co-produits organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6 989 m3	19,15 m3	22,98 m3
N Global	28 768 kg	78,82 kg	94,58 kg
M.E.S	286 525 kg	785 kg	942 kg

\* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Co-produits organiques	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	1 025 m <sup>3</sup>	2,81 m <sup>3</sup>
N Global	7 318 kg	20,05 kg
M.S	263 530 kg	722 kg

Effluent épuré	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6 098 m <sup>3</sup>	16,70 m <sup>3</sup>
N Global	1524 kg	4,18 kg
M.S	5 840 kg	16 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de co-produits organiques ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

- une analyse des co-produits organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

### 3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées. La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

## ARTICLE 4 : **Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2 359 m<sup>3</sup>.

4.2. - Les co-produits organiques seront stockés dans un local couvert de 88 m<sup>2</sup> .  
4.3. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 6 100 m<sup>3</sup>.  
4.4. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 823 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.5. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.6. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.7. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.8. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

**ARTICLE 5 : Prescriptions en matière de dysfonctionnements de l'unité de traitement.**

En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

**ARTICLE 6 : Résorption**

Alimentation bi-phase : 5 438 UN  
Transfert : 7 318 UN  
Éliminé - traitement : 19 926 UN

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

**ARTICLE 8 :** Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 9 : L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés d'autorisation des 23 septembre 1999, 11 septembre 2001, 18 octobre 2005 au nom de l'EARL ROBIN et l'arrêté préfectoral du 16 avril 2004 au nom de la SCEA DAVID.

ARTICLE 11 : Délai et voie de recours (L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif (sis : Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée

ARTICLE 12 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de PLOUGUENAST,  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de GAUSSON, LA MOTTE, PLEMY, PLOEUC SUR LIE pour information.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 17 JUIL. 2007

Le Préfet,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT